



Section française, DEI-France

41 rue de la République, 93200 Saint-Denis ;

contact@dei-france.org

Catastrophe annoncée...

La réduction de l'hommage prévu dans les établissements scolaires à Samuel Paty, professeur assassiné pour avoir travaillé avec ses élèves quelques caricatures de *Charlie-Hebdo*, à une minute de silence ce lundi de rentrée 2 novembre et reportant le moment de réflexion civique à des moments futurs indéterminés, ne manquera pas de susciter chez un certain nombre d'élèves des manifestations de refus, passifs ou actifs, et chez un nombre encore plus important des attitudes de simple résignation à un rituel sans grand sens, loin d'une adhésion active, citoyenne, au mouvement de refus de toute barbarie au nom d'une religion et d'appropriation des valeurs de liberté et de tolérance.

Imposer cette "minute" de silence, sans préparation par des réflexions collectives, structurées, entrant dans le cadre de l'instruction civique, à la suite de 15 jours de vacances où bon nombre d'enfants et d'adolescents se sont nourris de toutes les rumeurs et fake-news qui pullulent sur les réseaux sociaux et internet, est de toute évidence aller au-devant de provocations (comme il s'en était produit à la suite des attentats de janvier 2015), sur fond de carences graves dans notre système éducatif d'éducation au droit et à la citoyenneté.

Et que se passera-t-il alors pour les élèves provocateurs ? "Deux heures de colle : a refusé de respecter la minute de silence ?" ou encore conseil de discipline ? Évidemment illégal puisque ce motif de punition n'est pas inscrit au règlement intérieur, ni... au code pénal ! Le respect de cette minute de silence n'a sens et valeur que s'il est librement consenti.

La profonde bêtise de cette mesure va susciter précisément les attitudes qu'elle prétend combattre, au détriment d'une véritable construction de la pensée sur les enjeux actuels de l'exercice concret des libertés structurées par la loi.

Heureusement que bon nombre d'éducateurs n'attendent pas des injonctions ministérielles déconnectées des réalités pour susciter chez leurs élèves les réflexions nécessaires à une véritable éducation républicaine.

à Paris, le 31 octobre 2020.

contact presse : 06 06 80 26 29